



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

SONDAGE ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS-LÉGER MARKETING :

Les ressources naturelles, un levier incontournable de l'économie québécoise

MONTREAL, le 8 mai 2013 - Le sondage a été réalisé par Internet, du 24 avril au 2 mai 2013, auprès des membres de l'Association des économistes québécois. Dans l'ensemble, 194 des 735 membres de l'Association rejoints par courriel ont répondu au sondage, ce qui confère aux résultats de l'étude une précision de $\pm 6,0\%$, et ce, 19 fois sur 20.

Selon Jean-Pierre Aubry, membre du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois, « la plupart des économistes qui ont répondu au sondage semblent penser que la demande pour les matières premières demeurera forte au cours des prochaines années en raison de la bonne performance des pays émergents ». Dans un tel contexte, il est tout à fait raisonnable d'espérer que le secteur minier contribue plus fortement à la croissance économique du Québec. Monsieur Aubry note également que, « pour la très grande majorité des répondants, il apparaît très important que le gouvernement québécois joue un rôle actif pour stimuler et encadrer le développement des ressources mais il devra le faire avec jugement et doigté ».

Les ressources naturelles contribueront davantage à la croissance économique du Québec d'ici 10 ans

Une majorité d'économistes québécois sondés (60%) estiment que, compte tenu de ses effets en amont et en aval, le secteur des ressources naturelles aura une contribution grandissante sur le PIB du Québec d'ici les dix prochaines années. Cependant, le tiers d'entre eux (32%) croient que la contribution de ce secteur à la croissance économique demeurera stable et que 8% jugent qu'elle sera décroissante.

Étant donné l'importance accordée aux ressources naturelles pour le développement économique du Québec, 89% des économistes considèrent qu'il est important que l'État se dote de moyens appropriés visant à encadrer et à favoriser la contribution de ce secteur à la diversification de la structure économique de la province, tandis que 9% pensent l'opposé et 2% ne le savent pas.

Une majorité d'économistes québécois disent oui au pétrole albertain

Plus des trois quarts des répondants (78%) estiment que le gouvernement du Québec devrait envisager rapidement l'option de transporter du pétrole albertain vers la province, de sorte à favoriser l'indépendance énergétique du Québec.

Par contre, les économistes font davantage confiance aux entreprises privées pour relancer la pétrochimie québécoise : 68% estiment que la participation des gouvernements n'est pas nécessaire pour relancer cette industrie, contre 21% qui pensent qu'elle est nécessaire.

Le pétrole : une énergie qui est là pour rester

Les économistes interrogés estiment que le pétrole est une source d'énergie difficilement remplaçable : une nette majorité d'entre eux (82%) croient que cette ressource constituera 40 % ou plus du bilan énergétique du Québec d'ici 2020. En outre, plus des trois-quarts des répondants (76%) estiment à moins de 10% la part des véhicules électriques dans la vente de véhicules neufs au Québec en 2020.

Selon les participants au sondage, le prix du baril du pétrole brut continuera d'être élevé. Pour 71% d'entre eux, le prix du baril de pétrole se chiffrera entre 100 et 125 dollars (40%) ou à plus de 125 dollars (31%) en 2020, tandis que seulement 18% estiment qu'il sera en deçà de 100 dollars et 11% ne le savent pas.

À noter également que la plupart des économistes sondés pensent que le gouvernement du Québec devrait se doter d'une politique énergétique qui prévoit la production d'hydrocarbures (83% en faveur) et accorder une plus grande importance à la production de cette ressource énergétique plutôt que de s'en remettre uniquement à l'importation de pétrole étranger pour satisfaire les besoins grandissants de la population québécoise (60% en faveur).

Le boom minier va se poursuivre

La plupart des répondants sont d'avis que le boom minier va se poursuivre (70%) ou s'accélérer (2%), alors que 28% estiment qu'il est terminé.

De l'avis des économistes, les mesures adoptées par le gouvernement n'auront pas les effets escomptés quant aux redevances minières. En fait, six répondants sur dix (60%) estiment que ces mesures n'amèneront pas les entreprises minières à augmenter de façon sensible leurs redevances à l'État québécois, contre 18% qui pensent l'inverse. Il importe de noter qu'ils ont répondu au sondage avant que le gouvernement ne précise ses intentions touchant les redevances minières.

Aussi, la quasi-totalité des répondants (91%) croient que, en plus des redevances, l'État québécois devrait rechercher des moyens pour maximiser les retombées économiques du secteur minier au Québec. De plus, compte tenu du caractère cyclique de ce secteur, les deux tiers des économistes interrogés (66%) sont en faveur de l'implantation de mesures favorisant le maintien à long terme de l'exploration et des opérations minières. Selon eux, il faut en effet assurer de meilleures perspectives d'avenir pour les régions dont l'économie repose fortement sur ces activités.

En faveur du développement durable mais pas au détriment de la croissance économique

En matière de développement durable, 41% des économistes sondés pensent que le Québec devrait se donner des normes très élevées mais accepter des dérogations lorsque nécessaire pour la réalisation de certains projets très rentables pour l'économie québécoise. Une fraction moins nombreuse (29%) croit que le Québec devrait s'en tenir aux règles généralement appliquées dans le monde de façon à favoriser la croissance et la compétitivité de l'économie québécoise. Les autres répondants, soit moins du tiers (29%), estiment que le Québec devrait appliquer des normes très élevées afin de préserver la qualité de vie et la prospérité des générations à venir.

Les économistes sont divisés sur la question de l'achat d'entreprises canadiennes ou québécoises par des étrangers

Un peu plus de la moitié des économistes interrogées (51%) croient que les gouvernements ne devraient pas intervenir plus qu'ils ne le font déjà pour éviter que le contrôle des entreprises canadiennes ou québécoises, notamment dans le domaine des ressources naturelles, soit transféré à des intérêts étrangers. Toutefois, cette perception ne fait pas l'unanimité puisque 44% estiment qu'une plus grande intervention étatique s'impose pour éviter de telles acquisitions. De plus, une nette majorité (72%) estime que les gouvernements devraient imposer des restrictions supplémentaires quand les acheteurs sont des gouvernements étrangers.

Une vision plus pessimiste de l'économie québécoise à court terme

Malgré les perspectives de développement du secteur des ressources naturelles, un des leviers majeurs de l'économie québécoise, les économistes sondés sont plus pessimistes que l'hiver dernier quant à la croissance économique. En fait, la proportion de répondants qui estiment que la situation économique du Québec va se détériorer au cours des six prochains mois est passée de 13% en février dernier à 22% en avril 2013, retrouvant ainsi son niveau de novembre 2012. Notons néanmoins que plus des deux tiers des répondants (63%) croient que la situation économique de la province va se maintenir et 13% pensent qu'elle va s'améliorer.

POUR MIEUX CERNER LES ENJEUX ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, RÉGIONAUX, ENVIRONNEMENTAUX DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES NATURELLES AU QUÉBEC

Le 38e congrès annuel de l'Association des économistes québécois aura pour thème « Nos ressources naturelles, notre économie, notre avenir ». Dans le cadre du [programme du congrès](#), plus d'une vingtaine de spécialistes aborderont des dossiers de grande actualité: conjoncture internationale et cycle des ressources, tarification, participation étatique, emplois, développement régional, développement durable, distribution et production d'hydrocarbures, considérations financières, incidences sur les finances publiques, etc. Seront également présents comme conférencier d'honneur: M. Joe Oliver, ministre des Ressources naturelles du Canada, M. Nicolas Marceau, ministre des Finances et de l'Économie du Québec, Mme Martine Ouellet, ministre des Ressources naturelles du Québec, et M. Pierre Lassonde, président de Franco Nevada.

Le congrès aura lieu au Québec Hilton, les 22, 23 et 24 mai prochains. Il est ouvert au public moyennant [inscription](#).

CONTACTS

Association des économistes québécois

Jean-Pierre Aubry, Fellow associé CIRANO, membre du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois
(613) 824-7513
jpauby@sympatico.ca

Léger Marketing

Aubert L.-Descôteaux, Chargé de recherche en affaires publiques
(514) 982-2464
adescoteaux@legermarketing.com

À PROPOS DE L'ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS

L'Association des économistes québécois est une association professionnelle à but non lucratif fondée en 1975. Elle a pour finalités le développement et la diffusion du savoir économique, l'éclairage des débats publics et la valorisation du rôle de l'économiste. Elle privilégie la formation et l'éducation économique pour tous les citoyens. En accord avec son slogan « Pour des choix éclairés », l'Association est reconnue comme un interlocuteur crédible et impartial dans les débats économiques. L'Association accueille chez ses membres l'expression des différences de points de vue et d'opinions.
www.economistesquebecois.com

- 30 -

CONTACTS

Association des économistes québécois

Jean-Pierre Aubry, Fellow associé CIRANO, membre du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois

613 824-7513

jpaubry@sympatico.ca

Valérie Gonzalo

514 626-6976

gonzalo@videotron.ca

Léger Marketing

Aubert L.-Descôteaux, Chargé de recherche en affaires publiques

514 982-2464

adescoteaux@legermarketing.com

Résultats détaillés du sondage

L'Association des économistes québécois comprend 798 membres, dont 735 ont été contactés par courrier électronique. Parmi ceux-ci, 194 (26% des membres) ont répondu au sondage.

Tableau 1 – Évolution de la situation économique du Québec à court terme

Question 1 : *Après un début d'année encourageant, marqué par une forte création d'emplois et une amélioration de la santé financière des ménages, grâce notamment à l'effet de richesse créé par la hausse des valeurs immobilières et des cours boursiers, l'économie mondiale a commencé à montrer quelques signes de faiblesse : baisse inattendue des ventes de détail en mars aux États-Unis et croissance économique de 7,7%, inférieure au consensus de 8%, au 1er trimestre en Chine. Néanmoins, l'inflation est demeurée faible et stable, de telle sorte que la Fed et la Banque du Canada devraient poursuivre leur politique d'accommodation monétaire pour soutenir l'économie. Au cours des six prochains mois, est-ce que la situation économique du Québec devrait, à votre avis :*

	MAI 2013 (n=194)	FÉV. 2013 (n=173)	NOV. 2012 (n=170)	JUILLE T 2012 (n=192)	MARS 2012 (n=175)	OCT. 2011 (n=183)	JUIN 2011 (n=173)	MARS 2011 (n=164)	NOV. 2010 (n=198)	JUIL. 2010 (n=233)	MARS 2010 (n=205)	OCT. 2009 (n=213)	MAI 2009 (n=228)	FÉV. 2009 (n=156)
Se détériorer	22%	13%	23%	23%	23%	35%	8%	8%	12%	7%	3%	7%	27%	82%
Se maintenir	63%	67%	68%	65%	63%	58%	65%	62%	70%	60%	51%	50%	47%	17%
S'améliorer	13%	17%	8%	11%	11%	7%	26%	30%	17%	32%	45%	42%	24%	1%
Sans opinion	2%	3%	1%	2%	3%	1%	1%	0%	1%	1%	1%	1%	2%	0%

Tableaux 2 & 3 – Le secteur des ressources naturelles

Le thème du congrès de l'Association des économistes québécois étant, cette année, "Nos ressources naturelles, notre économie, notre avenir", la majorité des questions du présent sondage portent sur le secteur des ressources naturelles, secteur qui a été depuis fort longtemps très important pour l'économie québécoise comme pour l'économie canadienne.

Question 2A : Compte tenu des effets tant en amont qu'en aval du secteur des ressources naturelles (mines, énergie, forêt), quelle sera selon vous la contribution globale de ce secteur au PIB sur un horizon de 10 ans pour le Québec?

	Total (n=194)
Grandissante	60%
Stable	32%
Décroissante	8%

Question 2B : Au chapitre des politiques publiques, croyez-vous important ou non que le Québec se dote des moyens appropriés visant à encadrer et à favoriser la contribution du secteur des ressources naturelles à la diversification de la structure économique du Québec?

	Total (n=194)
Oui, important	89%
Non, pas important	9%
Ne sait pas	2%

Tableau 4, 5, 6 & 7 – Le boom minier et le Plan Nord

Au cours de la dernière décennie, nous avons certes été témoins d'un important boom minier qui s'est traduit par une hausse des cours miniers, un accroissement de la production minière et la multiplication des projets d'investissements miniers au Québec.

Question 3A : Croyez-vous que ce boom minier, qui a entraîné la mise en place du célèbre Plan Nord par le gouvernement précédent...

	Total (n=194)
...est terminé?	28%
...va se poursuivre?	70%
...va s'accélérer?	2%

Question 3B : Croyez-vous ou non que les mesures adoptées par le gouvernement vont amener les entreprises minières à augmenter de façon significative les redevances à l'État québécois?

	Total (n=194)
Oui	18%
Non	60%
Ne sait pas	22%

Question 3C : Au-delà des redevances, est-ce que l'État devrait rechercher d'autres moyens (développement de l'expertise des fournisseurs québécois, transformation locale, participation aux infrastructures locales, etc.) afin de maximiser les retombées économiques ou non?

	Total (n=194)
Oui	91%
Non	8%
Ne sait pas	1%

Question 3D : Compte tenu que le caractère cyclique du secteur minier influe sur l'activité socioéconomique de plusieurs régions, est-ce qu'un cadre fiscal et réglementaire devrait aussi comporter des mesures favorisant le maintien à long terme des opérations minières et de l'exploration afin d'assurer de meilleures perspectives économiques d'avenir à ces régions ou non?

	Total (n=194)
Oui	66%
Non	25%
Ne sait pas	9%

Tableau 8-9 & 10 – Le bilan énergétique québécois

Dans le bilan énergétique québécois, au cours des dernières années, la part du pétrole était d'environ 50%, celle de l'électricité de moins de 40% et celle du gaz naturel d'environ 10%.

Question 4A : Selon vous, quelle sera la part du pétrole dans le bilan énergétique québécois en 2020?

	Total (n=194)
Moins de 40%	14%
Entre 40% et 45%	25%
Entre 45% et 50%	50%
Plus de 50%	7%
Ne sait pas	4%

Question 4B : Selon vous, quelle sera la part des véhicules électriques dans les ventes de véhicules neufs au Québec en 2020?

	Total (n=194)
Moins de 5%	38%
De 5 à 10%	38%
De 10 à 20%	13%
Plus de 20%	3%
Ne sait pas	8%

Question 4C : Selon vous, quel sera le prix du baril de pétrole brut (Brent) en 2020?

	Total (n=194)
Moins de 75 \$	1%
De 75 \$ à 100 \$	17%
De 100 \$ à 125 \$	40%
Plus de 125 \$	31%
Ne sait pas	11%

Tableau 11 – L'achat d'entreprises canadiennes ou québécoises par des étrangers

Question 5A-5B : Par le passé, plusieurs entreprises canadiennes ou québécoises dans le domaine des ressources naturelles (par ex. Alcan et Nexen) ont été acquises par des intérêts étrangers ou menacées d'acquisition (par ex. Potash Corporation).

Base : tous les répondants (n=194)

	OUI	NON	NE SAIT PAS
Selon vous, nos gouvernements devraient-ils intervenir davantage à l'avenir pour éviter que le contrôle des entreprises canadiennes (et québécoises), notamment dans le domaine des ressources naturelles, soient transféré à des intérêts étrangers ou non?	44%	51%	5%
Si non, devraient-ils pour le moins ajouter des restrictions plus importantes dans le domaine des ressources naturelles, qu'elles soient renouvelables ou non-renouvelables, ainsi que dans les cas d'acheteurs qui sont des gouvernements étrangers?	72%	21%	7%

Tableau 12 – Le coût du développement durable

Question 6 : *Depuis quelques années, plusieurs groupes de pression ont été créés pour prendre énergiquement la défense du développement durable, de telle sorte qu'aujourd'hui, la vaste majorité des citoyens souhaitent que leur économie se développe de façon durable. Dans ce contexte, quelques projets ont été annulés ou reportés et certains considèrent que le coût du développement durable est devenu trop élevé pour le Québec.*

Selon vous, est-ce que le Québec doit...

	Total (n=194)
...suivre des normes très élevées pour préserver la qualité de vie et la prospérité des générations à venir?	29%
...suivre des normes très élevées, mais accepter des dérogations lorsque nécessaire pour la réalisation de certains projets très rentables pour l'économie québécoise?	41%
...s'en tenir aux normes généralement appliquées dans le monde de façon à favoriser la croissance et la compétitivité de l'économie du Québec?	29%
Ne sait pas	1%

Tableau 13 – L'approvisionnement des raffineries de l'Est avec le pétrole albertain

Question 7A-7B : *Le gouvernement de l'Alberta désire développer de nouveaux marchés pour son pétrole et, à cet effet, il souhaiterait que les raffineries de l'Est soient approvisionnées à l'avenir par le pétrole albertain plutôt que par le pétrole importé. Trois motifs sont invoqués pour inciter le Québec à considérer cette option : (1) le pétrole albertain est actuellement moins cher que le pétrole importé, (2) les risques environnementaux sont en principe moins élevés quand le pétrole est transporté par pipeline plutôt que par bateau, et (3) la possibilité de revitaliser l'industrie du raffinage au Québec.*

Base : tous les répondants (n=194)

	OUI	NON	NE SAIT PAS
Croyez-vous ou non que le gouvernement du Québec devrait considérer cette option sérieusement et le plus rapidement possible?	78%	17%	5%
Croyez-vous ou non qu'une participation des gouvernements serait également nécessaire pour relancer la pétrochimie québécoise?	21%	68%	11%

Tableau 14 – La production d'hydrocarbures au Québec

Question 8A-8B : *Même si le Québec se situe au 4e rang mondial comme producteur d'hydroélectricité (après la Chine, le Brésil et les États-Unis), l'électricité ne comble présentement que 40% des besoins énergétiques de la province, la majorité de ces besoins étant encore comblés par les hydrocarbures, dont le pétrole importé qui se chiffre à 13,7 milliards de \$ en 2012. Fort heureusement, le Québec possède un certain potentiel de production d'hydrocarbures, dont le gisement Old Harry qu'il partage avec Terre-Neuve dans le golfe St-Laurent, ainsi que le potentiel en Gaspésie, à l'Île d'Anticosti et dans la vallée du St-Laurent.*

Base : tous les répondants (n=194)

	OUI	NON	NE SAIT PAS
Croyez-vous ou non que le gouvernement du Québec devrait adopter une politique énergétique qui prévoit la production d'hydrocarbures?	83%	12%	5%
Croyez-vous ou non que le gouvernement du Québec devrait accorder une plus grande priorité à la production d'hydrocarbures?	60%	32%	8%